

MEMORIAL

DU

Grand-Duché de Luxembourg.



Memorial

DES

Großherzogtum Luxemburg.

Samedi, 10 février 1912.

N<sup>o</sup> 10.

Samstag, 10. Februar 1912.

*Arrêté grand-ducal du 5 février 1912, approuvant différentes modifications apportées aux statuts de la « Société anonyme des Hauts-fourneaux et Aciéries de Rumelange-St.-Ingbert ».*

Au Nom de Son Altesse Royale GUILLAUME, par la grâce de Dieu, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau, etc., etc., etc.;

Nous MARIE-ANNE, Grande-Duchesse, Régente du Grand-Duché de Luxembourg;

Vu l'expédition authentique d'un acte reçu le 24 juin 1911 par le notaire Jacques Welbes de Luxembourg, relatif à différentes modifications apportées aux statuts de la « Société anonyme des Hauts-Fourneaux et Aciéries de Rumelange St.-Ingbert », dont l'établissement a été autorisé et dont les statuts ont été approuvés par arrêté r. g.-d. du 20 juin 1888;

Vu l'art. 37 du Code de commerce;

Notre Conseil d'Etat entendu;

Sur le rapport de Notre Ministre d'Etat, Président du Gouvernement, et après délibération du Gouvernement en conseil;

Avons arrêté et arrêtons:

**Art. 1<sup>er</sup>.** Sont approuvées les modifications apportées aux art. 17, 21, 25, 26, 27, 30, 31, 32, 34 et 37 des statuts de la « Société anonyme des Hauts-Fourneaux et Aciéries de Rumelange-St.-Ingbert » telles qu'elles résultent de l'acte

Großh. Beschluß vom 5. Februar 1912, wodurch verschiedene am Statut der « Société anonyme des Hauts-Fourneaux et Aciéries de Rumelange-St.-Ingbert » zu Rümelingen vorgenommene Änderungen genehmigt werden.

Im Namen S. M. G. Wilhelm, von Gottes Gnaden Großherzog von Luxemburg, Herzog zu Nassau, etc., etc., etc.;

Wir, Maria-Anna, Großherzogin, Regentin des Großherzogtums Luxemburg;

Nach Einsicht der authentischen Ausfertigung des am 24. Juni 1911 durch den Notar Jakob Welbes aus Luxemburg aufgenommenen Aktes, betreffend verschiedene Änderungen des Statuts der „Société anonyme des Hauts-Fourneaux et Aciéries de Rumelange-St.-Ingbert“ zu Rümelingen, deren Errichtung und Statut durch kgl.-Großh. Beschluß vom 20. Juni 1888 genehmigt wurden;

Nach Einsicht des Art. 37 des Handelsgesetzbuches;

Nach Anhörung Unseres Staatsrates;

Auf den Bericht Unseres Staatsministers, Präsidenten der Regierung, und nach Beratung der Regierung im Conseil;

Haben beschlossen und beschließen:

**Art. 1.** Die an Art. 17, 21, 25, 26, 27, 30, 31, 32, 34 und 37 des Statuts der „Société anonyme des Hauts-Fourneaux et Aciéries de Rumelange-St.-Ingbert“ zu Rümelingen vorgenommenen Änderungen, so wie sie sich aus der vorerwähnten

notarié prémentionné, dont une expédition demeure annexée au présent arrêté.

notariellen Urkunde, von der eine Ausfertigung gegenwärtigem Beschlusse beiliegt, ergeben, sind genehmigt.

Cette approbation est accordée sous réserve de tous droits des tiers et actionnaires.

Diese Genehmigung ist erteilt unbeschadet aller Rechte Dritter und der Aktionäre.

*Modifications apportées aux statuts par l'assemblée générale des actionnaires du 24 juin 1911:*

*L'art. 17 aura la teneur suivante:*

« La société est administrée par un conseil d'administration composé de cinq ou sept membres. Les administrateurs sont nommés et sont révocables par l'assemblée générale des actionnaires.

Les administrateurs nommés par l'assemblée générale du 24 juin 1911 qui a apporté aux statuts les présentes modifications resteront en fonctions jusqu'à l'assemblée générale à convoquer dans le second semestre de 1916.

Si le nombre des administrateurs est de cinq, deux administrateurs sortiront à l'assemblée de 1916, les trois autres à celle de 1917; si ce nombre est de sept, deux membres sortiront à l'assemblée de 1916, deux à celle de 1917, et trois à celle de 1918.

L'ordre de sortie sera réglé la première fois par le sort, et le même ordre sera observé dans la suite. »

*Les al. 1 et de l'art. 21 auront la teneur suivante:*

« Le conseil d'administration se réunit sur convocation du président du conseil ou de celui qui le remplace.

« Les réunions du conseil d'administration ont lieu aux sièges d'exploitation à Luxembourg, ou dans un autre endroit désigné dans la convocation. »

*L'art. 25 aura la teneur suivante:*

« L'assemblée générale déterminera l'indemnité fixe du président, des membres du conseil d'administration et celle des commissaires.

Cette indemnité sera prise sur les bénéfices nets et elle pourra être répartie en jetons de présence. »

*Dans l'art. 26, al. 1<sup>er</sup>, le mot « cinquante » sera remplacé par « cinq »; de même dans l'art. 30, le mot « vingt » par « deux ».*

*L'al. 1 de l'art. 27 sera modifié comme suit:*

« Les opérations de la société sont surveillées par deux à quatre commissaires nommés et révocables par l'assemblée générale. »

*L'art. 31 aura la teneur suivante:*

« Au 30 juin de chaque année et pour la première fois le 30 juin 1912, les livres de la société sont arrêtés et le conseil d'administration forme le bilan. Le premier exercice social comprendra toutes les opérations effectuées entre le 1<sup>er</sup> mai 1911 et le 30 juin 1912. »

*L'art. 32 aura la teneur suivante:*

« Trente jours avant la date fixée pour l'assemblée générale annuelle, le bilan est soumis à l'examen des commissaires, qui ont quinze jours pour l'examiner. »

*L'art. 34 est modifié comme suit:*

« Les bénéfices nets de la société, déduction faite des amortissements, des frais généraux de la somme nécessaire pour le service des obligations, ainsi que de toute autre charge sociale, et notamment aussi de la rétribution revenant à une société similaire qui serait chargée éventuellement de l'exploitation industrielle du patrimoine de Rumelange, moyennant une somme fixe annuelle ou une participation dans les bénéfices à provenir de cette exploitation, sont répartis comme suit:

A. — 5% pour former un fonds de réserve exclusivement destiné à faire face aux pertes et événements imprévus. Ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve aura atteint 20% du capital social.

Dans le cas où le bénéfice ne serait pas suffisant pour faire face au service des obligations, le complément pourrait être prélevé sur ce fonds.

B. — Le surplus est à la disposition de l'assemblée générale qui fixera le dividende. »

*Le 4 al. de l'art. 37 est modifié comme suit:*

« Elle se réunit en séance ordinaire à Luxembourg, dans le courant du dernier trimestre de chaque année et pour la première fois en 1912. »

**Art. 2.** Notre Ministre d'Etat, Président du Gouvernement, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Château de Berg, le 5 février 1912.

MARIE-ANNE.

*Le Ministre d'Etat,  
Président du Gouvernement,  
EYSCHEN.*

*Arrêté du 9 février 1912, concernant la nature et l'adaptation des fermetures aux récipients de l'eau-de-vie complètement dénaturée destinée à la vente en détail.*

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DES FINANCES ;

Vu les art. 95 et 96 de la loi du 14 avril 1911 sur l'imposition des eaux-de-vie, le règlement d'exécution du 26 septembre 1911 concernant l'emploi des eaux-de-vie en exemption des droits, notamment l'art. 9, al. 3 du règlement précité;

Arrête:

**Art. 1<sup>er</sup>.** Les dispositions suivantes concernant la nature et l'adaptation des fermetures aux récipients de l'eau-de-vie complètement dénaturée destinée à la vente en détail, seront publiées afin d'exécution :

**Art. 2.** Unser Staatsminister, Präsident der Regierung, ist mit der Ausführung dieses Beschlusses beauftragt.

Schloß Berg, den 5. Februar 1912.

Maria-Anna.

Der Staatsminister,  
Präsident der Regierung,  
E y s c h e n.

**Beschluß vom 9. Februar 1912, betreffend Art und Anbringung des Verschlusses an Behältnissen des zum Kleinhandel bestimmten vollständig vergällten Branntweins.**

Der General-Direktor der Finanzen ;

Nach Einsicht der Art. 95 und 96 des Gesetzes vom 14. April 1911 über die Besteuerung des Branntweins, des Ausführungs-Reglementes vom 26. September 1911 betreffend die steuerfreie Verwendung des Branntweins, namentlich des Art. 9, Abs. 3, des erwähnten Reglementes ;

Beschließt :

**Art. 1.** Nachstehende Bestimmungen betreffend Art und Anbringung des Verschlusses an Behältnissen des zum Kleinhandel bestimmten vollständig vergällten Branntweins, werden behufs Ausführung veröffentlicht :

1. Vollständig vergällter Branntwein darf im Kleinhandel nur in Behältnissen von 50, 20, 10, 5 und 1 Liter Rauminhalt feilgehalten werden, die verschlossen und mit einer Angabe des Alkoholgehalts versehen sind (Art. 96 des Branntweinsteuergesetzes).

2. Die zum Kleinhandel mit vollständig vergälltem Branntwein bestimmten Behältnisse müssen so beschaffen sein, daß nach Anlegung der vorgeschriebenen Sicherung (Ziffer 3) Branntwein nur durch eine Spure der Gewalt hinterlassende Beschädigung entnommen werden kann. Diesen Anforderungen genügen am besten Behältnisse aus Metall, Glas, Ton oder ähnlichen Stoffen. Behältnisse mit einem Rauminhalt von 20, 10, 5 oder 1 Liter dürfen nur eine Öffnung, solche mit einem Rauminhalte von 50 Liter dürfen höchstens 2 Öffnungen haben. Die Öffnungen müssen dicht verschließbar und so eingerichtet sein, daß gegen unbefugtes Einwirken auf den Inhalt eine besondere Sicherung angelegt werden kann.

3. Als Sicherungen sind zulässig Draht, Schmirre, Bänder usw. aus Metall, Gespinnsten, Pappe oder anderen haltbaren Stoffen, deren Enden durch einen Metallverschluß zusammen gehalten werden, an Behältnissen aus Holz, auch Bleche, Scheiben oder dergleichen die aber nicht aufzunageln, sondern aufzupressen sind. Beim Anbringen müssen die Metallverschlüsse, Bleche usw. eine Prägung des von der Steuer-Direktion bestimmten Kennzeichens (Ziffer 4) erhalten. Die Anbringung vorher geprägter Verschlußstücke ist nicht statthaft. Ein Lösen der Sicherung und insonderheit ein Abnehmen des Metallverschlusses darf ohne Hinterlassung von Spuren der Gewalt nicht möglich sein.

4. Das Kennzeichen besteht in 2 von der Steuer-Direktion bezeichneten lateinischen Buchstaben, einem großen und einem kleinen, und einer Nummer in arabischen Ziffern.

5. Jedes Behältnis muß eine nicht abwischbare, licht- und wasserbeständige Bezeichnung des Rauminhalts sowie eine Angabe derjenigen Stärke nach Gewichtsprozenten aufweisen, welche das Alkoholometer in dem vollständig vergällten Branntwein bei 15 Grad Wärme nach Celsius anzeigt; daneben darf auch noch die Alkoholstärke in Raumprozenten angegeben werden; die Bezeichnung des Rauminhalts sowie die Angabe der Stärke kann auch auf Etiquetten erfolgen, die mit Klebstoff auf den Behältnissen befestigt werden. Einer amtlichen Eichung der Behältnisse bedarf es nicht. Abweichungen von der Rauminhaltsangabe sind zulässig:

bis zu 1	Liter	für Behältnisse von 50 Liter Rauminhalt,			
" "	0.50	" "	" "	20	"
" "	0.40	" "	" "	10	"
" "	0.25	" "	" "	5	"
" "	0.07	" "	" "	1	"

Abweichende Angaben hinsichtlich der Stärke des vollständig vergällten Branntweins sind zulässig bei Behältnissen aus Holz bis zu 3 Hundertteilen, bei Behältnissen aus andern Stoffen bis zu 1.6 Hundertteilen. Die wirkliche Stärke darf niemals hinter der in Art. 9, Abf. 4 des Reglementes vom 26. September 1911 vorgeschriebenen Mindestgrenze zurückbleiben.

6. Wer Behältnisse der angegebenen Art mit vollständig vergälltem Branntwein für den Kleinhandel befüllt, ist verpflichtet, die Behältnisse im Anschluß an die Befüllung unter Anbringung der vorgeschriebenen Sicherungen (Ziffer 3) zu verschließen und mit einer Bezeichnung des Rauminhalts und Angabe der Stärke des Branntweins (Ziffer 5) zu versehen.

7. Wer Behältnisse nach Ziffer 6 befüllen und verschließen will, hat dies vorher der Steuer-Direktion

und der Ortspolizeibehörde schriftlich anzumelden und dabei den Raum anzugeben, in dem die Behälter befüllt und die Sicherungen angebracht werden sollen.

8. Die Steuer-Direktion trägt die Anmeldung in ein Verzeichnis ein, erteilt über sie eine Bewecheinigung und bestimmt das Kennzeichen (Ziffer 4), das an den Verschlüssen (Ziffer 3) anzubringen ist.

9. Das Befüllen der Behälter darf nicht in dem Raume vorgenommen werden in dem der Branntwein feilgehalten wird.

10. Die Sicherungen sind anzubringen, bevor die Behälter in den zum Feilhalten bestimmten Raum geschafft werden.

Wer ausweislich des Kennzeichens die Sicherung angebracht hat, haftet für die Richtigkeit des Inhalts der Behälter.

11. Sicherungen, die von Beamten aus Anlaß der Nachprüfung abgenommen werden, sind durch amtliche Verschlüsse zu ersetzen, wenn derjenige, bei dem nachgeprüft wird, keine Einrichtungen besitzt, um neue Sicherungen anzulegen.

12. Die Steueraufsicht regelt der Art. 11 des Reglementes vom 26. September 1911 betreffend die steuerfreie Verwendung von Branntwein.

13. Zuwiderhandlungen werden nach den Vorschriften im siebenten Abschnitt des Branntweinsteuergesetzes bestraft.

14. Werden die Fehlergrenzen (Ziffer 5) absichtlich ausgenutzt, um den Abnehmer des vollständig vergällten Branntweins zu täuschen, so kann die Direktiv-Behörde dem Schuldigen die Befugnis entziehen, Behälter mit vollständig vergälltem Branntwein mit der vorgeschriebenen Sicherung zu versehen.

15. Die vorstehenden Bestimmungen treten 3 Tage nach ihrer Veröffentlichung mit der Maßgabe in Geltung, daß die ausweislich vor der Veröffentlichung angekauften Vorräte an vergälltem Branntwein bis zum 1. Oktober 1912 ohne Rücksicht auf die in den Ziffern 1 und 3 vorgesehenen Einschränkungen hinsichtlich des Raumgehalts und der Sicherungen der Behälter weiter verkauft werden können.

**Art. 2.** Le directeur des contributions est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera inséré au *Mémorial*.

Luxembourg, le 9 février 1912.

*Le Directeur général des finances,*  
M. MONGENAST.

**Art. 2.** Der Steuer-Direktor ist mit der Ausführung gegenwärtigen Beschlusses beauftragt, welcher im „Memorial“ veröffentlicht werden soll.

Luxemburg, den 9. Februar 1912.

Der General-Direktor der Finanzen,  
M. M o n g e n a s t.

*Circulaire aux administrations communales concernant l'exécution de la loi du 6 mai 1911 sur l'assurance contre la vieillesse et l'invalidité.*

La loi du 6 mai 1911, concernant l'assurance contre la vieillesse et l'invalidité, est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1912 et impose aux admi-

**Kundschreiben an die Gemeindeverwaltungen betreffend die Ausführung des Gesetzes vom 6. Mai 1911 über die Alters- und Invalidenversicherung.**

Das Alters- und Invalidenversicherungsgesetz, vom 6. Mai 1911, welches mit dem 1. Januar 1912 in kraft getreten ist, legt den Gemeindever-



nistrations communales certaines obligations qui sont reproduites ci-après, afin d'en assurer l'exécution.

A la demande des assurés, l'autorité communale délivrera, en exécution de l'art. 22, al. 2 de la susdite loi, les certificats requis pour justifier l'existence d'une maladie comptant comme période de travail, si la maladie dépasse la durée des secours à fournir par la caisse de maladie, (13 semaines), ainsi que pour les personnes non affiliées à pareille caisse. Il est bien entendu qu'un certificat de ce genre ne devra être délivré que si la maladie a entraîné une incapacité de travail et pourvu que cette dernière ait été constatée et certifiée par le médecin traitant.

Il y a lieu d'attirer tout particulièrement l'attention sur l'art. 68, al. 4, en vertu duquel tous les actes requis pour l'exécution de la loi, et notamment les extraits des registres de l'état-civil et tous les autres certificats sont délivrés gratuitement avec exemption de tous droits, c'est-à-dire sur papier libre.

L'art. 94 oblige toutes les autorités publiques, et en première ligne les administrations communales, à faire droit aux demandes qui leur parviennent dans l'intérêt de l'exécution de la loi, de la part du comité-directeur de l'établissement d'assurance, de l'autorité administrative auxiliaire (juges de paix), des tribunaux arbitraux et d'autres organes (notamment des conseils de taxation), et à fournir spontanément aux organes de l'établissement d'assurance et notamment à l'autorité administrative auxiliaire, toutes les communications pouvant améliorer son fonctionnement.

Il paraît que cette obligation de renseigner et de secourir les organes de l'établissement d'assurance n'est pas connue partout et j'espère qu'il suffira de me référer à la disposition légale susvisée pour engager les autorités communales

waltungen einige Verpflichtungen auf, die nachstehend zur genauen Beachtung näher bezeichnet sind.

Auf Verlangen der versicherten Personen sind gemäß Art. 22 Abs. 2 des genannten Gesetzes für die Zeit, welche über die Dauer der gesetzlichen Krankenfurtsorge (13 Wochen) hinausreicht, sowie für diejenigen Personen, welche einer Krankenkasse nicht angehören, die zum Nachweis der als Arbeitstage anzurechnenden Krankheitsperioden erforderlichen Bescheinigungen durch die Gemeindebehörde auszustellen. Selbstverständlich darf die Bescheinigung nur für solche Krankheiten ausgestellt werden, die mit Erwerbsunfähigkeit verbunden sind, und zwar nur dann, wenn letztere vom behandelnden Arzte bescheinigt worden ist.

Es muß sodann besonders hervorgehoben werden, daß laut Art. 68 Abs. 4 alle zur Ausführung des Gesetzes erforderlichen Urkunden, namentlich Auszüge aus den Zivilstandsregistern, sowie alle sonstigen Bescheinigungen kosten- und gebührenfrei, also auf gewöhnlichem, stempelfreiem Papier, auszustellen sind.

Laut Art. 94 sind alle öffentlichen Behörden, in erster Linie mithin auch die Gemeindeverwaltungen, verpflichtet, den zum Vollzug des Gesetzes an sie ergangenen Ersuchen des Vorstandes der Versicherungsanstalt, der Hilfsverwaltungsbehörden (Friedensrichter), der Schiedsgerichte und anderer Behörden (besonders Taxatorcuräte), zu entsprechen und den Organen der Versicherungsanstalt, vor Allem der Hilfsverwaltungsbehörde auch unaufgefordert alle Mitteilungen zukommen zu lassen, welche für deren Geschäftsbetrieb von Wichtigkeit sind.

Diese Verpflichtung zur Aufschlußerteilung und Unterstützung der Organe der Versicherungsanstalt scheint nicht allgemein bekannt zu sein, und genügt meines Erachtens der Hinweis auf obige gesetzliche Bestimmung, um die Gemeinde-

à remplir leurs devoirs régulièrement et surtout le plus promptement possible.

L'instruction des demandes en obtention d'une rente exige dans la plupart des cas le concours de l'autorité communale, qui est le mieux à même de fournir des renseignements précis sur les conditions de travail de l'impétrant. Des données imprécises ou contraires à la réalité ne sauraient avoir aucune valeur: il faudrait veiller à ce que tous les renseignements soient conformes à la vérité et élucident le plus complètement possible la situation.

Je rends encore attentif qu'en vertu de l'art. 16 de l'arrêté grand-ducal du 8 août 1911, le rôle d'évaluation de chaque commune, avec la liste des assurés, doit être déposé à l'inspection des intéressés au secrétariat de la maison communale; ces rôles doivent rester déposés au secrétariat pendant les délais fixés et ne sauraient être transportés ni exposés dans d'autres locaux. Le délai pendant lequel le rôle d'évaluation et la liste des assurés sont déposés à l'inspection, est annoncé de la manière usitée pour les publications communales et spécialement par des affiches dans chaque section.

Enfin, je ferai remarquer que toutes les demandes en obtention d'une rente sont à traiter comme urgentes et que, partant, les administrations communales aussi doivent avoir à cœur de transmettre sans retard au juge de paix les requêtes déposées, en y joignant les renseignements nécessaires, et de donner suite à toutes les demandes dans le plus bref délai.

Luxembourg, le 5 février 1912.

*Le Directeur général de l'intérieur,*  
BRAUN.

Verwaltungen zu veranlassen, ihren Verpflichtungen regelmäßig und vor allem möglichst rasch nachzukommen.

Die Untersuchung der Rentenansprüche namentlich erfordert häufig die Mitwirkung der Gemeindebehörden, welche in erster Linie in der Lage sind, richtige Aufschlüsse über die Arbeits- und sonstigen Erwerbsverhältnisse der Rentenbewerber zu liefern. Ungenau oder gar unrichtige Angaben sind natürlich wertlos: es muß daher dringend darauf gesehen werden, daß alle Auskünfte der Wahrheit entsprechen und tunlichst vollständige Aufklärung herbeiführen.

Es sei sodann noch darauf hingewiesen, daß laut Art. 16 des Großh. Beschlusses vom 8. August 1911 die für jede Gemeinde aufgestellte Abschätzungsrolle im Gemeindefretariat zur Einsicht der Interessenten aufgelegt wird, desgleichen die Liste der Versicherten, daß diese Listen während der vorgeschriebenen Frist demnach im Sekretariat auflegen müssen und nicht in andere Lokale mitgenommen oder ausgelegt werden dürfen. Die Zeit, während welcher Abschätzungsrolle und Listen zur Einsicht aufliegen, ist in der für sonstige gemeindliche Bekanntmachungen üblichen Form, namentlich durch Anschlag in sämtlichen Sektionen bekannt zu geben.

Zum Schluß sei darauf hingewiesen, daß alle Rentensachen als dringend zu behandeln sind, daß dementsprechend auch die Gemeindebehörden es sich zur Pflicht machen müssen, die bei ihnen eingehenden Rentenansprüche ohne Verzögerung mit den erforderlichen Aufschlüssen an den zuständigen Friedensrichter weiterzugeben und überhaupt allen an sie ergehenden Ersuchen in kürzester Frist zu entsprechen.

Luxemburg, den 5. Februar 1912.

Der General-Direktor des Innern,  
Braun.

*Arrêté du 9 février 1912, concernant la comptabilité de l'Établissement d'assurance contre l'invalidité et la vieillesse.*

LE MINISTRE D'ÉTAT,  
PRÉSIDENT DU GOUVERNEMENT,  
ET LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DES FINANCES;

Vu la loi du 6 mai 1911, concernant l'assurance-vieillesse et invalidité, notamment les art. 60, 66, 74, 97, 98, 111 et 112;

Sur les propositions du Comité-directeur de l'Établissement d'assurance contre la vieillesse et l'invalidité;

Arrêtent:

Chap. 1<sup>er</sup>. — *Recettes.*

**Art. 1<sup>er</sup>.** La perception des cotisations dues par les patrons (art. 60 et 62 de la loi), des amendes d'ordre et des déboursés mis à charge des intéressés par la loi, les règlements ou les statuts, est effectuée par les receveurs des contributions et des accises des bureaux dans le ressort desquels se trouvent les domiciles, ou à défaut, les sièges d'exploitation des débiteurs, en exécution des rôles afférents dressés par le Comité-directeur et resp. les conseils des taxateurs institués par l'arrêté grand-ducal du 8 août 1911, et rendus exécutoires par le directeur des contributions.

Ces rôles devront être transmis aux receveurs afférents par l'intermédiaire des contrôleurs des contributions divisionnaires qui prendront note du montant de ces rôles, en surveilleront le recouvrement, et y exerceront en général le même contrôle que pour les recettes ordinaires des bureaux des contributions et des accises.

**Art. 2.** Les receveurs des contributions comprendront dans leurs versements à la Recette générale les recouvrements faits pour compte de l'établissement d'assurance; ils en demanderont, dans le bordereau de versement, en dehors de la quittance pour fonds de l'Etat, une

**Beschluß vom 9. Februar 1912, betreffend die Rechnungsführung der Alters- und Invalidenversicherungsanstalt.**

Der Staatsminister,  
Präsident der Regierung, und  
der General-Direktor der Finanzen;  
Nach Einsicht des Gesetzes vom 6. Mai 1911, betr. Alters- und Invalidenversicherung, insbesondere der Art 60, 66, 74, 97, 98, 111 und 112,

Auf den Vorschlag des Vorstandes der Anstalt für Alters- und Invalidenversicherung;

Beschließen:

Kapitel I. — *Einnahmen.*

**Art. 1.** Die Erhebung der seitens der Arbeitgeber geschuldeten Beiträge (Art. 60 und 62 des Gesetzes), der Ordnungsstrafen und sonstiger Leistungen, welche den Beteiligten durch Gesetz, Reglement oder Satzung auferlegt werden, geschieht durch die Einnehmer derjenigen Steuerämter, in deren Bezirk die Beitragspflichtigen ihren Wohnsitz, oder mangels dessen, ihren Betriebssitz haben, und zwar auf Grund der vom Vorstand bzw. von den durch Großh. Beschluß vom 8. August 1911 eingesetzten Taxatoren-räten aufgestellten und durch den Steuerdirektor vollstreckbar erklärten Heberollen.

Diese Heberollen müssen den betreffenden Steuernehmern durch Vermittlung der Bezirkssteuerkontrolleure zugestellt werden; letztere nehmen Notiz von dem Betrag der Rollen, überwachen deren Erhebung und üben im Allgemeinen darüber dieselbe Kontrolle aus, wie bei den ordentlichen Einnahmen der Steuerämter.

**Art. 2.** Die Steuereinnehmer führen mit ihren Ablieferungen an die Generalkasse auch die für Rechnung der Versicherungsanstalt erhobenen Gelder ab und verlangen dafür in dem Einzahlungsbordereau, außer der Quittung für Staatsgelder, die Ausstellung einer besonderen



quittance spéciale pour « fonds de l'assurance-vieillesse et invalidité ».

Cette quittance, qui ne sera pas enregistrée à la Chambre des comptes, sera visée par le Comité-directeur de l'Établissement d'assurance qui la fera parvenir au receveur.

Le montant intégral de ces recouvrements est versé à la Recette générale au plus tard à la fin de chaque mois, en espèces ou en mandats acquittés par le receveur sur l'ordre du receveur général.

Cette disposition n'est pas applicable au receveur des contributions chargé des fonctions de comptable extraordinaire de l'Établissement d'assurance, qui devra constamment disposer d'une somme suffisante en vue de l'art. 5 ci-après.

#### Chap. II. — Dépenses.

**Art. 3.** Le paiement des pensions allouées en vertu de la loi du 6 mai 1911 sera effectué, à titre d'avance, par les comptables de l'administration des postes, conformément à l'art. 111 de la susdite loi, sur mandats délivrés par le président de l'Établissement d'assurance ou par la personne appelée à le remplacer conformément à l'art. 9 des statuts de l'Établissement d'assurance, et visés par la Recette générale.

L'Établissement d'assurance tiendra un registre des mandats émis par ses soins, lequel est à viser, à chaque remise des pièces, par la Recette générale; celle-ci tiendra de son côté un registre des mandats quittancés, lequel est à viser, à son tour, à chaque présentation des quittances, par l'établissement d'assurance.

**Art. 4.** Les mandats acquittés par les intéressés seront compris dans les versements effectués par les comptables à la Recette générale en lieu et place du numéraire qui a servi à leur paiement.

Quittung für „Gelder der Alters- und Invalidenversicherung.“

Diese Quittung, welche nicht in der Rechnungskammer registriert wird, muß durch die Versicherungsanstalt mit dem Visa des Vorstandes, dem Einnahmer zugestellt werden.

Der Gesamtbetrag der erhobenen Gelder ist spätestens am Schluß eines jeden Monats an die Generalkasse abzuführen und zwar entweder in Bargeld oder in solchen Zahlungsanweisungen, die der Einnahmer auf Anordnung des General-einnahmers ausbezahlt hat.

Diese Bestimmung findet keine Anwendung auf den Steuereinnahmer der zum außerordentlichen Wohnungsbeamten der Versicherungsanstalt bestellt ist; letzterer muß stets über genügende Mittel zu dem in nachstehendem Art. 5 vorgesehenen Zweck verfügen.

#### Kapitel II. — Ausgaben.

**Art. 3.** Die Auszahlung der auf Grund des Gesetzes vom 6. Mai 1911 zuerkannten Renten geschieht, gemäß Art. 111 des vorerwähnten Gesetzes, vorschussweise durch die Rechnungsbeamten der Postverwaltung, auf Sicht der durch den Vorsitzenden der Versicherungsanstalt oder dessen Vertreter (Art. 9 der Satzung der Versicherungsanstalt) ausgestellten und durch die Generalkasse visierten Anweisung.

Die Versicherungsanstalt führt ein Register über die von ihr ausgestellten Anweisungen und läßt dasselbe, bei jeder Ausgabe von Anweisungen, durch die Generalkasse visieren; letztere führt ihrerseits ein Register über die ausgezahlten Anweisungen, welches bei jeder Vorlegung von Quittungen durch die Versicherungsanstalt visiert werden muß.

**Art. 4.** Die von dem Empfangsberechtigten quittierten Anweisungen sind an Stelle der zu ihrer Begleichung dienenden Gelbbeträge in die Ablieferungen an die Generalkasse einzubegreifen.

**Art. 5.** Les autres dépenses courantes de l'Établissement d'assurance seront payées par le receveur des contributions chargé des fonctions de comptable extraordinaire, sur mandat délivré par le président de l'Établissement d'assurance ou par la personne appelée à le remplacer, conformément à l'art. 9 des statuts de l'établissement d'assurance.

Il sera tenu un compte spécial et séparé des dépenses visées par les art. 74, 82, 96 et 100 de la loi du 6 mai 1911, lesquelles tombent par moitié à charge de l'Etat.

Le montant des dépenses incombant à l'Etat, y compris l'excédent éventuel des avances faites par l'Établissement d'assurance sur la contribution visée par l'art. 60, al. 2, de la loi précitée (conf. art. 7 ci-après), sera remboursé au comptable extraordinaire par ordonnance de paiement à imputer sur l'article afférent du budget de l'Etat.

L'excédent éventuel des dépenses sur les recettes opérées par le comptable extraordinaire sera remboursé à celui-ci par le receveur général conformément à l'art. 7 qui suit.

Le receveur des contributions chargé des fonctions de comptable extraordinaire rendra compte de sa gestion au moins une fois par exercice budgétaire et aussi souvent que le Gouvernement ou le Comité-directeur le jugeront nécessaire.

#### Chap. III. — Comptabilité.

**Art. 6.** Le 10, le 20 et le dernier jour de chaque mois, au soir, le receveur général adressera au Comité-directeur les mandats acquittés qui se seront trouvés dans les versements postaux.

Les envois au Comité-Directeur des quittances de versement (art. 2 susdit) et des quittances de paiement (art. 4 susdit) seront accompagnés chaque fois du carnet du compte courant indiquant la situation en recettes et

**Art. 5.** Die sonstigen laufenden Ausgaben der Versicherungsanstalt werden durch den als außerordentlichen Rechnungsbeamten der Versicherungsanstalt bestellten Steuereinnehmer beglichen, auf Grund der vom Vorsitzenden der Versicherungsanstalt oder dessen Vertreter (Art. 9 der Satzung der Versicherungsanstalt) ausgestellten Anweisungen.

Für die in Art. 74, 82, 96 und 100 des Gesetzes vom 6. Mai 1911 vorgesehenen Ausgaben, welche zur Hälfte dem Staate zur Last fallen, wird eine besondere und getrennte Rechnung geführt.

Der dem Staate zufallende Ausgabenanteil einschließlich des eventuellen Mehrbetrags der von der Versicherungsanstalt bewirkten Vorschüsse auf den in Art. 60 Abs. 2 des Gesetzes vom 6. Mai 1911 (vgl. Art. 7 unten) vorgesehenen Betrag wird dem außerordentlichen Rechnungsbeamten mittels Anweisung auf den entsprechenden Artikel des Staatsbudgets erstattet.

Der etwaige Überschuß der Ausgaben über die bewirkten Einnahmen wird dem außerordentlichen Rechnungsbeamten durch den Generalnehmer nach Maßgabe des nachfolgenden Art. 7 erstattet.

Der zum außerordentlichen Rechnungsbeamten bestellte Steuereinnehmer legt wenigstens einmal im Rechnungsjahre und so oft Regierung oder Vorstand es für nötig erachten, Rechenschaft ab über seine Amtsführung.

#### Kapitel III. — R e c h n u n g s f u h r u n g

**Art. 6.** Am 10. am 20. und am letzten Tage eines jeden Monats, abends, übermittelt der Generalnehmer dem Vorstand die in den Ablieferungen der Post vorgefundenen quittierten Anweisungen.

Mit den Einzahlungs- (Art. 2 oben) und den Auszahlungs-Quittungen (Art. 4 oben) erhält der Vorstand jedesmal das Kontokorrentbuch, welches den Betrag der Einnahmen und der Ausgaben angibt und nach Prüfung von dem Vor-

en dépenses qui sera vérifié et visé par le président du Comité-directeur ou par la personne appelée à le remplacer conformément à l'art. 9 des statuts de l'établissement d'assurance.

Les quittances de versement sont remises à la fin de chaque jour, s'il y en a, et les quittances de paiement au moins dans les dix jours.

Chap. IV. — *Remboursement des avances.*

**Art. 7.** Les dépenses mensuelles effectuées à titre d'avance par l'Etat, déduction faite de la contribution visée par l'art. 60, al. 2, de la loi du 6 mai 1911, seront remboursées au receveur général à la fin du mois courant au moyen des fonds disponibles de l'Etablissement d'assurance.

**Art. 8.** Le présent arrêté sera inséré au *Mémorial*.

Luxembourg, le 9 février 1912.

*Le Ministre d'Etat,  
Président du Gouvernement,  
EYSCHEN.*

*Le Directeur général des finances,  
M. MONGENAST.*

*Circulaire aux administrations communales pour l'établissement d'un registre du personnel des employés communaux.*

Le registre du personnel des employés communaux, dont disposent actuellement les bureaux de la division de l'intérieur, ensuite de la circulaire du 25 mars 1892 (Mém. 1892, p. 135), bien que tenu au jour par l'indication des changements survenus depuis lors, ne peut plus servir, d'une part, parce qu'il est trop surchargé, d'autre part, parce que les renseignements divers à fournir par les autorités communales n'ont pas toujours été assez complets.

Il y a donc lieu d'établir un nouveau registre d'après les indications complètes et précises à fournir par les administrations communales.

figenden des Vorstandes oder dessen Vertreter (Art. 9 der Satzung der Versicherungsanstalt) visiert wird.

Die Einzahlungsquittungen werden, soweit deren vorliegen, am Schluß eines jeden Tages, und die Auszahlungsquittungen wenigstens innerhalb zehn Tagen vorgelegt.

Kapitel IV. — *Rückzahlung der Vorschüsse.*

**Art. 7.** Die im Laufe eines Monats durch den Staat vorschußweise geleisteten Ausgaben werden, unter Abzug des dem Staate durch Art. 60, Abs. 2, des Gesetzes vom 6. Mai 1911 auferlegten Anteiles, dem Generalnehmer am Ende des laufenden Monats aus den verfügbaren Mitteln der Versicherungsanstalt erstattet.

**Art. 8.** Gegenwärtiger Beschluß soll im „Mémorial“ veröffentlicht werden.

Luxemburg, den 9. Februar 1912.

*Der Staatsminister,  
Präsident der Regierung,  
Eyschen.*

*Der General-Direktor der Finanzen,  
Mongenast.*

**Kundschreiben an die Gemeindeverwaltungen zwecks Anlegung eines Namensregisters sämtlicher Gemeindebeamten.**

Die Bureaus der Abteilung des Inneren verfügen infolge des Kundschreibens vom 25. März 1892 (Mém. 1892, S. 135) über ein Namensregister der Gemeindebeamten, das allerdings den bisher eingetretenen Änderungen Rechnung trägt, jedoch infolge Überfüllung und teilweiser Unvollständigkeit der von den Gemeindebehörden gelieferten Aufschlüsse heute seinem Zweck nicht mehr entspricht.

Es empfiehlt sich daher, ein neues Register auf Grund genauer und vollständiger Angaben seitens der Gemeindeverwaltungen anzulegen.

A cet effet, celles-ci recevront sous peu un formulaire imprimé en triple, qu'elles auront soin de remplir consciencieusement. L'un des exemplaires est destiné aux archives du Gouvernement, le deuxième au commissariat de district, et le troisième à la commune.

Pour que le registre en question puisse être tenu constamment au courant, les administrations communales feront parvenir chaque année à l'autorité supérieure, dans la première quinzaine du mois de janvier, un relevé des changements survenus parmi le personnel durant l'année écoulée.

Luxembourg, le 2 février 1912.

*Le Directeur général de l'intérieur,*  
BRAUN.

*Avis. — Administration communale.*

Par arrêté grand-ducal en date du 5 février 1912, ont été nommés bourgmestres dans les communes ci-après dénommées, à savoir:

*Clemency* : M. Jean-Eugène *Kirsch*, propriétaire à Clemency;

*Kopstal* : M. Nicolas *Gedert*, propriétaire à Bridel;

*Heffingen* : M. Mathias *Molitor*, fermier à Steinborn;

*Bœvange* (Clervaux) : M. Nicolas *Urhausen*, propriétaire à Bœvange;

*Heinerscheid* : M. Hilaire *Eicher*, propriétaire à Lieler;

*Hosingen* : M. Jean-Pierre *Oberlinkels-Reckinger*, propriétaire à Hosingen;

*Medernach* : M. Laurent *Schmartz-Hansen*, propriétaire à Medernach.

Luxembourg, le 6 février 1912.

*Le Directeur général de l'intérieur,*  
BRAUN.

Zu diesem Zwecke wird letzteren unverzüglich ein in triplo gedrucktes Formular zugehen, das mit pünktlicher Sorgfalt auszufüllen ist. Ein Exemplar dieses Formulars ist für das Regierungsbüro, das zweite für das Distriktskommissariat, und das dritte für die Gemeinde bestimmt.

Die Gemeindeverwaltungen werden andurch ersucht, zwecks regelmäßiger Vervollständigung des in Rede stehenden Registers der Oberbehörde alljährlich im Laufe der ersten Hälfte des Monats Januar eine Liste der im verfloffenen Jahre stattgefundenen Änderungen zukommen zu lassen.

Luxembourg, den 2. Februar 1912.

Der General-Direktor des Innern,  
Braun.

**Bekanntmachung. — Gemeindeverwaltung.**

Durch Großh. Beschluß vom 5. Februar 1912, sind zu Bürgermeistern in nachbenannten Gemeinden ernannt worden, namentlich:

*Künzig*: Hr. Johann Eugen *Kirsch*, Eigentümer zu Künzig;

*Kopstal*: Hr. Nikolaus *Gedert*, Eigentümer zu Bridel;

*Heffingen*: Hr. Mathias *Molitor*, Pächter zu Steinborn;

*Bœgen* (Clerv): Hr. Nikolaus *Urhausen*, Eigentümer zu Bœgen;

*Heinerscheid*: Hr. Hilarius *Eicher*, Eigentümer zu Lieler;

*Hosingen*: Hr. Joh. P. *Oberlinkels-Reckinger*, Eigentümer zu Hosingen;

*Medernach*: Hr. Lorenz *Schmartz-Hansen*, Eigentümer zu Medernach.

Luxembourg, den 6. Februar 1912.

Der General-Direktor des Innern,  
Braun.

*Avis. — Administration communale.*

Par arrêté du soussigné en date de ce jour, ont été nommés échevins dans les communes ci-après dénommées, à savoir:

*Clemency*: MM. Jean-Nicolas-Camille *Steichen*, cultivateur à Fingig, et Jean *Origer*, cultivateur à Clemency;

*Hobscheid*: M. Théodore *Weidig*, cultivateur à Hobscheid;

*Roeser*: MM. Emile *Barthel*, cultivateur à Crauthem, et François *Hansen*, assistant au chemin de fer à Bivange;

*Boevange-sur-Attert*: M. Jean *Schrœder*, cultivateur à Boevange;

*Heffingen*: M. Jacques *Colbach*, cultivateur à Heffingen;

*Lorentzweiler*: M. Jean-Pierre *Glesener*, maréchal-ferrant à Lorentzweiler;

*Troisvierges*: M. Nicolas *Lascher*, cultivateur à Wilwerdange;

*Boevange (Clervaux)*: M. Jean *Brück-Hensenn*, cultivateur à Troine;

*Hosingen*: M. Jean *Serres*, cultivateur à Wahlhausen;

*Redange*: M. Michel *Franck*, meunier à Redange.

Luxembourg, le 6 février 1912.

Le Directeur général de l'intérieur,  
BRAUN.

*Avis. — Administration communale.*

Par arrêté grand-ducal en date du 5 février 1912, M. Michel *Wengler*, professeur à Echternach, a été nommé échevin de la ville d'Echternach.

Luxembourg, le 6 février 1912.

Le Directeur général de l'intérieur,  
BRAUN.

**Bekanntmachung. — Gemeindeverwaltung.**

Durch Beschluß des Unterzeichneten vom heutigen Tage sind zu Schöffen in nachbenannten Gemeinden ernannt worden, namentlich:

*Künzig*: H. H. Johann Nikolaus Kamill *Steichen*, Landwirt zu Fingig, und Johann *Origer*, Landwirt zu Künzig;

*Hobscheid*: Hr. Theodor *Weidig*, Landwirt zu Hobscheid;

*Roeser*: H. H. Emil *Barthel*, Landwirt zu Crauthem, und Franz *Hansen*, Eisenbahnassistent zu Bivange;

*Boevingen a. d. Attert*: Hr. Johann *Schröber*, Landwirt zu Boevingen;

*Heffingen*: Hr. Jakob *Colbach*, Landwirt zu Heffingen;

*Lorenzweiler*: Hr. Johann Peter *Glesener*, Hufschmied zu Lorenzweiler;

*Ufflingen*: Hr. Nikolaus *Loescher*, Landwirt zu Wilwerdingen.;

*Bögen (Clerf)*: Hr. Johann *Brück-Hensenn*, Landwirt zu Troten;

*Hosingen*: Hr. Johann *Serres*, Landwirt zu Wahlhausen;

*Redingen*: Hr. Michel *Franck*, Müller zu Redingen.

Luxembourg, den 6. Februar 1912.

Der General-Direktor des Innern,  
Braun.

**Bekanntmachung. — Gemeindeverwaltung.**

Durch Großh. Beschluß vom 5. Februar 1912 ist Hr. Michel *Wengler*, Professor zu Echternach, zum Schöffen der Stadt Echternach ernannt worden.

Luxembourg, den 6. Februar 1912.

Der General-Direktor des Innern,  
Braun.



*Extraits du registre aux firmes publiés en exécution de l'art. 2 de la loi du 23 décembre 1909.*

**Section A. — Arrondissement de Luxembourg.**

1549° — *Hirsch & Israël*, Luxembourg. — Achat et vente d'immeubles et de droits réels immobiliers. — Exploitant: *Cerf Israël*, négociant en immeubles à Bonnevoie. — Le sieur *Cerf Israël* a acquis par contrat verbal la firme *Hirsch & Israël* (B 113). — Du 11 janvier 1912.

1550° — *Alfred Vanière*, Auto-hal, ban de Merl, Boulevard extérieur. — Automobiles et accessoires; réparations. — Exploitant: *Alfred Vanière*, mécanicien, Luxembourg, boulevard extérieur. — Du 13 janvier 1912.

1551° — Grand Hôtel de Paris, *Karl Letzguss*, Luxembourg, Avenue de la Liberté. — Hôtel. — Exploitant: *Karl Letzguss*, hôtelier à Luxembourg. — Du 18 janvier 1912.

1552° — Wiener Café, *Vve Kaiser*, Luxembourg, place Wallis, 7. — Café. — Exploitante: *Marie Reicherts*, veuve *J.-P. Kaiser*, Luxembourg. — Du 18 janvier 1912.

1553° — *M<sup>me</sup> Joseph Simon-Elter*, Luxembourg. — Draperies et nouveautés. — Exploitante: *Elise Elter*, épouse *Joseph Simon*, Luxembourg, avenue de la Liberté. — Fondé de pouvoir: *Joseph Simon*, commis de banque, Luxembourg, mari de l'exploitante, pouvoir général. — Du 23 janvier 1912.

**Radiation et modifications:**

N° 92 (V. Mém. 1910, p. 275). — Maison Havane, *Nicolas Schmit*, Luxembourg. — Rayée d'office, l'exploitant ayant été déclaré en état de faillite par jugement rendu par le tribunal de commerce de Luxembourg, le 20 janvier 1912. — Du 24 janvier 1912.

N° 323 (V. Mém. 1910, p. 373). — *Emil Knepper-Thiry*, Metalle und Kohlen, Esch a. d. Alz. — Die Firma ist vertragsmässig durch *H. Peter Baldauff*, Ingenieur in Esch a. d. Alz. erworben worden, welcher dieselbe unter der Bezeichnung « *Emil Knepper-Thiry*, *P. Baldauff*, successeur » weiterführen wird. — Du 11 janvier 1912.

N° 622 (V. Mém. 1910, p. 469). — Café Mohr, Inhaber *Otto Roth*, Luxembourg-Bahnhof. — Der Inhaber *Otto Roth* hat seinen Wohnort und Geschäftsbetrieb nach Luxembourg, Kongregationsstrasse, verlegt und seine Firma in « *Otto Roth*, Hofbräu », Luxembourg, umgeändert. — Du 15 janvier 1912.

N° 111 (V. Mém. 1910, p. 258). — *August Bradtké*, *Jacques Bradtké* Nachfolger, Luxembourg. — Der

*Glasermeister Jos. Amling* zu Luxemburg ist zum Geschäftsführer bestellt und ist demselben Prokura erteilt. — Du 23 janvier 1912.

**Section B. — Arrondissement de Luxembourg.**

230° — *Ennen frères*, Luxembourg-gare, rue Mercier, 5 et 9. — Toutes entreprises de travaux de serrurerie d'art, de bâtiments, ainsi que de toutes constructions en fer.

Associés: *Auguste Ennen* et *Alphonse Ennen*, tous es deux mécaniciens-constructeurs demeurant à Luxembourg-Gare, commune de Hollerich.

Société en nom collectif constituée par acte du 30 novembre 1910; la signature des engagements relatifs aux affaires de la société appartient également aux sieurs *Auguste* et *Alphonse Ennen*; ils signeront tous les deux sous la raison sociale « *Ennen frères* »; chacun des associés ne pourra engager la société qu'en tant que l'obligation sera relative à a société et inscrite sur ses registres; *Auguste Ennen* est spécialement désigné pour représenter la société en justice. — Du 16 janvier 1912.

**Radiation et modification:**

N° 113 (V. Mém. 1910, p. 702). — *Hirsch & Israel*, achat et vente d'immeubles, à Luxembourg. — La firme a été acquise par contrat verbal et à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1912 par *M. Cerf Israël*, négociant à Bonnevoie qui la continuera sous la même désignation — Du 11 janvier 1912.

N° 216 (V. Mém. 1911, p. 1094). — *Manufacture de tabacs, anciennement Joseph Heintz van Landewyck*, société anonyme, à Hollerich-Luxembourg. — Hr. *Joseph Heintz-Michaelis* wird als Direktor unterschreiben; den HH. *Viktor Heintz*, Verwaltungsrat und *Henri Thielen*, Bureauchef, ist Prokura erteilt und werden diese zusammen unterschreiben. — Du 24 janvier 1912.

**Section B. — Arrondissement de Diekirch.**

N° 22. — *Gebruder Lenertz*, Befort. — Betrieb eines Klempner-Installationsgeschäftes — Kollektiv-Gesellschaft gegründet durch Akt vom 1. Oktober 1911. — Inhaber: *Paul Lenertz-Hobscheid* und *Johann Lenertz-Cruchten*, beide Klempnermeister zu Befort.

Ein jeder der Gesellschafter hat das Recht für die Firma zu unterzeichnen und dieselbe vor Gericht zu vertreten. Zur Bestellung eines Prokuristen, zur Aufnahme eines neuen Gesellschafter und zur Veräusserung des Geschäftes ist die Zustimmung der beiden Gesellschafter erfordert. — Du 17 janvier 1912.

*Avis. — Brevets d'invention.*

Les brevets d'invention ci-après ont été délivrés pendant le mois de janvier 1912, en conformité de la loi du 30 juin 1880, à savoir:

N° 9443. — 2. Januar. — Kugellager. — A. *Oheim*, in Clodra.

N° 9444. — 3. Januar. — Verfahren zur Herstellung eines Hühneraugenmittels. — P. *Schmit* in Luxemburg und P. *Clement* in Petingen.

N° 9445. — 3. Januar. — Zusammenlegbarer Reisekoffer. — J. *Bawart*, Stickerei Weiler (Voralberg).

N° 9446. — 5. Januar. — Setzmaschine. — K. *Schuchard*, in Beuthen O. S.

N° 9447. — 6. Januar. — Antriebsvorrichtung für mechanische Webstühle. — W. *Hortsch*, in Greiz.

N° 9448. — 8. Januar. — Darstellung von Ammoniak und Ameisensäure aus Alkalicyaniden oder Erdalkalicyaniden. — H. *Sulzer-Rieter*, in Adorf.

N° 9449. — 8. janvier. — Récepteur téléphonique à bloc hygiénique. — *Wolff, Manoury & C<sup>e</sup>*, à Paris.

N° 9450. — 10. Januar. — Ofen für endotherme Gasreaktion mittels des ruhig stehenden elektrischen Lichtbogens. — *Salpetersäure-Industrie-Gesellschaft*, G. m. b. H. in Cöln.

N° 9451. — 11. janvier. — Dispositif de télégraphie électrique imprimeur. — *Basile Soldatenow* à Paris.

N° 9452. — 11. Januar. — Gummiabsatz. — J. *Mayer* in Sontheim.

N° 9453. — 11. Januar. — Garderobeschloss. — Fr. *Schardt*, in Rostock i. M.

N° 9454. — 12. janvier. — Perfectionnements aux bandages en caoutchouc et à leur mode de fixation sur les roues. — E. B. *Killen*, à Londres.

N° 9455. — 12. Januar. — Vorrichtung an Automobilen zur selbsttätigen Einstellung der Scheinwerfer in die Fahrriichtung. — W. *Holeka jun.* und W. *Holeka sen.* in Charstan.

N° 9456. — 12. Januar. — Automatisch sich schliessendes und öffnendes Tintenfass. — N. *Langmandel* in Moos bei Würzburg.

N° 9457. — 13. Januar. — Verfahren zur Herstellung von Aluminiumfolie in Bahnform. — Dr. E. R. *Lauber* und R. V. *Neher* in Emmishofen.

N° 9458. — 13. Januar. — Roll-Löscher. — Eug. *Pierret* in Ilmenau.

N° 9459. — 13. Januar. — Roll-Löscher mit beiderseits freiliegendem und ausnutzbarem Papier. — Derselbe.

N° 9460. — 15. Januar. — Apparat zum Aufwickeln des Leitungsdrahtes für elektrische Sprengungen. — W. *Schnadt-Risch* in Rümelingen.

N° 9461. — 17. janvier. — Procédé pour la métallisation superficielle d'articles siliceux. — Pascal *Marino* à Londres.

N° 9462. — 20. Januar. — Verfahren zur Gewinnung von Protoparaffinen zur Herstellung von Ceresin aus geeigneten Roh- und Naturprodukten. — J. *Tanne* in Rozniatow und G. *Oberländer* in Berlin.

N° 9463. — 22. Januar. — Rohrformiger Drucksammler zum Anschliessen an Flüssigkeitszerstäuber oder dergl. — R. *Richter* in Münchendorf.

N° 9464. — 22. Januar. — Druckventil für Flüssigkeitszerstäuber. — Derselbe.

N° 9465. — 22. janvier. — Perfectionnements aux fours destinés à brûler les résidus industriels de diverses industries notamment des fabriques d'huile en vue de l'obtention d'un charbon de bois. — *Société anonyme Huilerie et Savonnerie de Lurian* à Lurian.

N° 9466. — 22. Januar. — Neuerung an Kinetographenapparaten zur Herstellung von farbigen Bildern. — *The Natural Color Kinematograph Company Ltd.* in London.

N° 9467. — 22. Januar. — Selbsttätiger Stromausschalter für elektrische Hochspannungsleitungen und dergl. — W. *Lehmann* und H. *Thomas* in Magdeburg.

N° 9468. — 25. janvier. — Perfectionnements aux ventilateurs. — *Mc Lean* à New-York.

N° 9469. — 26. Januar. — Verfahren zur Herstellung von wasserhaltigen Aluminatsilikaten oder künstlichen Zeolithen in sehr harter, grober und opalartiger Form. — J. D. *Riedel*, Aktiengesellschaft in Berlin.

N° 9470. — 27. Januar. — Apparat zur Untersuchung und experimentellen Darstellung der gleichförmig beschleunigten Bewegung. — Jos. *Balla* in Miskolcz.

N° 9471. — 27. Januar. — Glaserdiamant. — A. *Walk* in Wien.

N° 9472. — 27. Januar. — Lagerung der Vertikalwalzen bei Universalwalzwerken. — *Maschinenfabrik Sack*, G. m. b. H. in Düsseldorf-Rath.

N° 9473. — 27. Januar. — Vorrichtung zur Verstellung in der Höhenlage der Oberwalze bei Walzwerken. — Derselbe.

N° 9474. — 27. Januar. — Universalwalzwerk mit zwei Paar Vertikalwalzen. — Dieselbe.

N° 9475. — 29 janvier. — Chariot d'atterrissage pour aéroplanes. — Jos. Berthaud à Villeurbanne.

N° 9476. — 30. Januar. — Bankknecht mit verbessertem Sattel. — Fr. Mortl in Höhenbergham.

N° 9477. — 31 janvier. — Pelle automatique fonctionnant avec un ou deux organes tracteurs. — J. Pöhlig, Aktiengesellschaft à Cöln-Zollstock.

Les brevets ci-après sont éteints pour défaut de paiement de la taxe annuelle:

N° 4556. — Perfectionnements apportés aux appareils frigorifiques à compression.

N°s 4559 et 5619. — Appareil à signaux pour chemins de fer.

N° 6050. — Graisseur pour graphite.

N° 7052. — Perfectionnements aux électrodes d'accumulateurs, bains galvano-plastiques et analogues.

N° 7082. — Brückenklappenwehr.

N° 7083. — Aufnahmeverfahren für Schallwiedergabe.

N°s 7588, 7784, 8016 et 8344. — Rückstosslader mit festem Lauf.

N° 7602. — Elektromagnetische Abreisszündkerze für Explosionskraftmaschinen.

N° 7623. — Hahn zum Entnehmen von Flüssigkeiten aus geschlossenen Gefässen aller Art.

N° 8129. — Pompe rotative.

N° 8130. — Turbine à combustion interne.

N° 8137. — Selbstladepistole.

N° 8138. — Gesprächszähler nebst Registriervorrichtung für Telephone.

N° 8144. — Perfectionnements dans les dispositifs pour assurer le synchronisme entre les machines à projections animées et les machines parlantes.

N° 8147. — Machine à remplir et à boucher les bouteilles.

N° 8153. — Einsatz für Fisch- und andere Kochkessel auch Serviergerät.

N° 8160. — Bufferbefestigung.

N° 8664. — Neuartige Vorrichtung zum Festhalten von Zugfenstern.

N° 8666. — Verfahren zur Herstellung von Sohlbeschlägen.

N° 8669. — Kettenkupplung für Forderwagen.

N° 8670. — Schutzblech an Stroh-Elevatoren.

N° 8671. — Geschicklichkeitsspiel.

N° 8672. — Zweifaden-Kettenstichnähmaschine mit unter der Grundplatte angebrachter Fadenrolle und vom Nadelstangenantriebshebel aus in schwingende Bewegung versetzten Schlingenfänger.

N° 8673. — Taschenrettungsapparat.

N° 8674. — Greifscheere.

N° 8676. — Apparat zum Umlegen von Sitzen und dergl.

N° 8677. — Staubsichere Taschenuhrkapsel.

N° 8682. — Verfahren zur Verhüttung von Gichtstaub und feinem Eisenerz.

N° 8685. — Schraubenschlüssel mit Vorrichtung zum selbsttätigen Festklammern der Mutter beim Anziehen.

N° 8686. — Selbsttätige Eisenbahnkupplung.

N° 8688. — Verfahren und Vorrichtung zum Schleifen, Körnen und Glätten von Zink und Aluminium-Druckplatten, lithographischen Steinen und dergl.

N° 8693. — Siebeinsatz für Knierohrwasserverschlüsse.

N° 8694. — Verfahren und Vorrichtung von Röntgenstrahlen hervorgerufene Bilder plastisch erscheinen zu lassen.

Luxembourg, le 1<sup>er</sup> février 1912.

*Le Ministre d'État,  
Président du Gouvernement,  
EYSCHEN.*

*Caisse d'épargne.* — Par décision en date du 3 février 1912, les livrets N°s 108750, 117794 et 162514 ont été annulés et remplacés par des nouveaux.

Luxembourg, le 8 février 1912.